

Dans la dernière partie de son ouvrage, Beaupré a recouru à diverses méthodologies pour analyser les récits collectés lors de son travail de terrain, et proposé un modèle idéal de rapport au risque chez les mineurs interrogés. À partir des nombreux récits recueillis majoritairement en Abitibi-Témiscamingue, mais aussi au Chili, en Belgique et au Royaume-Uni, l'auteur découvre une culture minière remarquablement homogène, dans laquelle l'exposition des ouvriers miniers à des situations de travail dangereuses signifie inévitablement la perte graduelle de leur conscience des risques que leur travail comporte. Il est toutefois surprenant de constater que, malgré l'existence de données statistiques concernant les risques associés à leur métier, les travailleurs miniers tendent à en réfuter le caractère dangereux et vont même jusqu'à élaborer des stratégies empreintes de réalisme professionnel pour alimenter leur propre déni. Déni et conscience semblent donc cohabiter harmonieusement dans l'opinion collective, grâce entre autres aux salaires très élevés offerts par les industries minières locales, révélant d'un côté une sorte de résignation généralisée et de l'autre, un rejet de toutes éventualités fatales, paradoxe de l'illusion du plein contrôle sur ce qui est incontrôlable. Néanmoins, pour l'auteur, la structuration de la culture minière serait instaurée par la présence d'agents disposant d'un grand capital symbolique. Ainsi, plusieurs contremaîtres jettent la responsabilité des catastrophes de chantier et des accidents de travail sur les mineurs eux-mêmes, qui font souvent l'objet de représailles à la suite de tels événements. Sur ce point, Beaupré rappelle non seulement que le mineur est la principale cause d'accidents, mais qu'il demeure aussi le responsable de toutes les conditions de réussite de l'organisation et cela, sans pour autant que l'influence des contremaîtres soit négligeable. Finalement, Beaupré cite le travail de Crozier (1994), Hassid (2008) et Cleary et Malleret (2006) pour faire ressortir l'éloignement qui existe entre les dirigeants des entreprises minières et la culture ouvrière. Pour l'auteur, la gestion des risques demeure avant tout une histoire de communication, mais aussi, une histoire d'organisation, la communication passant inévitablement par l'organisation hiérarchique du milieu de travail, la rendant plus ou moins limpide ou opaque selon le cas. En ce sens, la cohabitation contradictoire dans la gestion des mines entre l'implantation de plusieurs mesures visant la sécurité au travail, et la concession de primes de rendement n'est que symptomatique des lacunes structurelles qui subsistent encore dans ces dynamiques communicationnelles propres au secteur minier.

En somme, l'œuvre de Beaupré s'avère être un travail aussi minutieux que didactique pour la compréhension des liens qui existent entre les aspects objectifs de l'organisation du travail et ses conséquences sur la prise de conscience du risque chez les travailleurs des mines de fond. Par son analyse, il met en lumière cette relation fondamentale entre les conditions de travail et les relations qu'entretient le travailleur avec l'entreprise qui l'embauche. Étant donné le caractère singulièrement universel de la culture minière, produit en grande partie par la mondialisation de l'industrie extractive à l'échelle planétaire, tout porte à croire que l'auteur partage ici des réflexions qui dépassent nettement le contexte régional des mines de fond de l'Abitibi-Témiscamingue.

Références

- Bourdieu, P.
1997 Méditations pascaliennes. Paris: Seuil.
- Cleary, S. et T. Malleret
2006 Risques, perception, évaluation, gestion. Paris: Maxima.
- Crozier, M.
1994 L'entreprise à l'écoute. Paris: Seuil.
- Hassid, O.
2008 La gestion des risques. Paris: Dunod.

Trudel, Flavie, dir., *Un Cégep dans la rue. La grève étudiante de 2012 au Cégep régional de Lanaudière à Joliette*, Québec : Presses de l'Université Laval, 2014, 127 pages.

Recenceuse : Audrey Laurin-Lamothe
Université du Québec à Montréal

Dans la foulée de la grève étudiante de 2012 au Québec, plusieurs ouvrages sont parus. On notera en particulier celui de Poirier St-Pierre et Éthier (2013), *De l'école à la rue : les coulisses de la grève étudiante*, qui livre un récit de la grève à partir de leur expérience au sein de la CLASSE (Coalition large de l'ASSE, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante). Les auteurs exposent les principes et les orientations majeures de l'organisation la plus critique à l'égard de ce que certains nomment « le naufrage de l'université » (Freitag 1995). Dans une autre perspective, celle de la militance radicale, qui a fait de la rue le théâtre de la lutte collective, les auteurs de *On s'en câlisse : histoire profane de la grève étudiante de 2012* (Collectif de débrayage 2013) analysent la grève et les enjeux qui l'ont sous-tendue depuis le cadre philosophique et politique qui lui a donné naissance et auquel elle a ensuite contribué. Le livre *Un Cégep dans la rue. La grève étudiante de 2012 au Cégep régional de Lanaudière à Joliette* offre un regard inusité sur la grève : alors que, dans le livre *On s'en câlisse*, les étudiants sont anonymes, non affiliés à un établissement particulier et que le récit repose sur l'expérience collective, le livre dirigé par F. Trudel met au premier plan de l'ouvrage le portrait des acteurs de la grève dans un établissement particulier, le Cégep régional de Lanaudière à Joliette.

L'avant-propos permet de recadrer le livre dans son contexte d'émergence et d'en retracer les origines. L'auteure y signale les moments marquants de la grève de cet établissement, soulignant notamment le respect du processus démocratique attendu des assemblées générales, le taux élevé de participation aux votes de grève et de reconduction (des votes à l'isoloir ou réalisés électroniquement), l'absence d'affiliation, que ce soit avec l'ASSE ou la FEUQ (Fédération étudiante collégiale du Québec), le Regroupement des étudiants de Joliette et la discrétion des étudiants en faveur de la hausse des frais de scolarité (aucun affrontement n'a eu lieu ni de demande d'injonction). Le mouvement de rejet de la Loi 12 (projet de

loi 78), restreignant notamment la liberté de manifestation et l'obligation d'un retour en classe, a mené à la création du Comité d'action populaire à Joliette, agissant comme relais au mouvement de contestation.

L'objectif du livre est d'exposer, à partir des 11 semaines durant lesquelles la grève de ce Cégep a eu lieu, l'expérience de la militance des étudiants et étudiantes, dont une majorité était gréviste pour une première fois. Pour ce faire, il s'appuie sur des photographies, la plupart réalisées par la directrice de l'ouvrage, utilisées comme pilier de la mémoire individuelle et collective de l'évènement : « Dans son sens anthropologique, la photo témoigne du vécu. Elle permet de visualiser le terrain de l'évènement, d'illustrer les lieux et les personnes. Ici, la photo est une trace additionnelle du Printemps érable » (p. 11). À ces images, viennent s'ajouter de courts témoignages de personnes particulièrement actives pendant la grève. Les quarante cégépiens et cégépiennes sollicités ainsi que quelques professeurs et membres du personnel avaient la consigne de fournir un court texte, sans lien avec les photographies, dans lequel ils livraient leur vécu de la grève. Le but avoué étant d'en faire un album souvenir. Trente-cinq étudiants ont répondu à la demande formulée par F. Trudel.

Certains d'entre eux ont fait la mention de souvenirs impérissables de piquetage, d'occupations de locaux, de manifestation dans la neige de février et de mars autant que dans la canicule de l'été. D'autres insistent sur le caractère profondément formateur que la grève a pu avoir sur eux : « Comme plusieurs de mes camarades, je me suis forgé une façon de penser et des convictions à travers cette lutte et j'en suis extrêmement fier » (M.C. Cyr, p. 25). Le développement de la pensée critique renvoie parfois explicitement à un examen radical des présupposés : « Je crois que nous avons assimilé le discours voulant que notre génération fût la plus individualiste de toutes, qu'elle se souciait peu de l'autre. [L]e Printemps érable était d'abord et avant tout le réveil d'une génération, une prise de conscience de nos valeurs, de nos idées, de notre force collective » (C. Sylvestre, p. 30). En dépit du mépris rapporté dans les témoignages envers les étudiants de la part des forces policières, des journalistes ou encore d'une partie de la population complètement réfractaire au mouvement, un cégépien affirme : « Il est grand temps que l'on arrête d'avoir peur, que l'on arrête d'accepter l'inacceptable. Il faut toujours se rappeler que le gouvernement est au service du peuple et non l'inverse » (J. Laplame, p. 99). La surprise devant la force d'un mouvement de contestation dans un Québec engourdi par les politiques néolibérales représente également un sentiment partagé par plusieurs : « J'ai appris qu'un groupe de personnes avec des convictions et des valeurs pouvait avancer malgré les lois, des contraventions, des matraques et des injonctions. J'ai appris que la solidarité est une valeur beaucoup plus forte que ce que la majorité des gens croient » (C. Mondor, p. 65).

La force de ce recueil est sans doute la liberté, à tous les niveaux, de style comme de contenu, avec laquelle les acteurs de la grève écrivent leurs propres impressions. Il ne s'agit pas là d'une contribution essentielle pour la compréhension de l'évènement, mais le lecteur pourra sans doute apprécier le caractère attachant des propos qui y sont tenus et qui expriment le besoin de se souvenir et de témoigner, au travers de l'objet tangible qu'est cet album, de l'évènement marquant qu'a été le printemps érable au Québec.

Références

Collectif de débrayage

2013 *On s'en câlisse : histoire profane de la grève printemps 2012*. Québec. Montréal, Genève, Paris: Sabotart ; Entremonde.

Freitag, M.

1995 *Le naufrage de l'université et autres essais d'épistémologie politique*. Québec: Nuit blanche.

Poirier St-Pierre, R. et P. Éthier

2013 *De l'école à la rue : les coulisses de la grève étudiante*. Montréal: Éditions Écosociété.

Vásquez Lezama, Paula, *Le Chavisme. Un militarisme compassionnel*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2014, 149 pages.

Recenseur : Ricardo Peñafiel
Université du Québec à Montréal

Depuis son apparition « explosive » au centre de l'espace public vénézuélien, lors de la tentative avortée de coup d'État du 4 février 1992, jusqu'à sa mort et même au-delà, la figure du défunt président vénézuélien Hugo Chávez n'a cessé de susciter des passions. Élu président en 1998 et reporté au pouvoir sans interruption jusqu'à sa mort avec des taux d'approbation de l'ordre de 60%, Chávez est considéré comme un sauveur de la patrie par ses partisans et, au mieux, comme un autocrate populiste par ses détracteurs. Le livre de Paula Vásquez Lezama prétend se situer au-delà de ce manichéisme pour jeter un éclairage nouveau sur le phénomène de la « révolution bolivarienne » grâce à une approche « historique, anthropologique et politique ». Il aborde l'histoire récente du Venezuela à la lumière de « parcours de vie » et d'expériences concrètes qui donnent une profondeur microsociologique aux modifications complexes des relations entre l'État et la société dans ce pays.

Après avoir rappelé les origines historiques du militarisme et du bolivariisme vénézuéliens ainsi que de l'importance du pétrole dans la construction de l'État et de la société vénézuélienne, Vásquez Lezama cherche à montrer les articulations spécifiques du projet chaviste. Ce dernier est ici considéré comme un « militarisme compassionnel » qui donne une inflexion « théologico-politique » aux figures fondamentales d'un imaginaire politique déjà présent. Ainsi, le livre montre comment Chávez s'appuie sur un « culte à Bolívar » – présent depuis des décennies dans l'ensemble des institutions vénézuéliennes – pour chercher à légitimer une militarisation du politique et du social par l'identification des militaires au « peuple » au sein d'une conception « révolutionnaire » et « rédemptrice » (théologico-politique) de leur « sacrifice pour patrie ». De même, la reprise de contrôle, par l'exécutif, de la pétrolière publique PDVSA (*Petróleos de Venezuela, S.A.*), suite à la grève-lockout de décembre 2002 à février 2003, est mise en contexte en fonction du mot d'ordre de « semer le pétrole » (*sembrar el petróleo*) qui, depuis les années 1930, a servi à la construction de l'unité nationale. Selon l'auteure, c'est ce contrôle direct de l'exécutif sur la production d'hydrocarbures